

Forum économique algéro-allemand : Des difficultés persistent pour attirer les IDE allemands

Écrit par Rafik AIOUAZ

Une délégation d'entreprises allemandes, conduite par la Chambre de commerce et d'industrie de Berlin et l'Association arabo-euro-méditerranéenne (EMA), a effectué, hier, une visite de travail à Alger. La visite, qui se poursuit aujourd'hui à Tlemcen et s'achèvera demain à Oran, entre dans le cadre du 4e Forum économique algéro-allemand au cours duquel des entreprises algériennes et leurs homologues allemands ont pu échanger au sein du siège de la Caci à travers des rencontres B2B.

Parmi les secteurs représentés par les opérateurs et institutions des deux pays, l'hydraulique et la distribution des eaux, la logistique et le transport maritime, les énergies renouvelables, l'électricité et l'électrotechnique, la pétrochimie, l'industrie mécanique, la construction des infrastructures pétrolières et gazières, l'agriculture et l'agro-industrie.

En revanche, du fait de la tenue des élections législatives allemandes, une quinzaine d'opérateurs allemands seulement étaient présents, hier, contre une cinquantaine côté algérien. « Les opérateurs allemands ne connaissent pas l'Algérie et sont mieux implantés en Tunisie et au Maroc », rappelle un représentant diplomatique allemand. Ajoutant, cependant, que l'Allemagne considère l'Algérie comme un pays « solvable » du fait de ses ressources en hydrocarbures.

« L'Allemagne est composée de 95% de PME, souvent familiales. Investir à l'étranger est une décision importante pour elles, il faut donc qu'elles soient convaincues du marché », explique le représentant allemand.

Il confie que l'enjeu pour un opérateur allemand, outre de dépasser la barrière de la langue - les Allemands étant plus anglophones que francophones -, est de connaître les règles spécifiques du pays mais aussi de bien choisir son partenaire algérien dans le cadre de la loi 51/49. De plus, selon notre interlocuteur, persistent encore les craintes quant aux difficultés des transferts bancaires. « Un point qui doit être amélioré, tout comme la lutte contre la bureaucratie », insiste-t-il.

Des opportunités mais de nombreuses difficultés de travail

Pour Marco Ackermann, Directeur général de la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie), parmi les difficultés rencontrées en Algérie, l'on oublie de citer... les coupures d'électricité. « Il y en a eu une, hier, et plusieurs l'été dernier, notamment lors des pics de consommation », dit-il avec flegme. Soulignant, justement dans ce cadre, des opportunités pour les entreprises allemandes pour le développement des énergies renouvelables en Algérie et la participation à une meilleure répartition des systèmes de distribution d'électricité. « L'Algérie doit être également moins dépendante du gaz », estime-t-il. Marko Ackermann affirme que parmi les

défis des prochaines années pour l'Algérie, la formation des jeunes. « Les formations existantes ne correspondent pas aux attentes des entreprises », relève-t-il. Le responsable de l'AHK énonce aussi les opportunités de business dans le domaine de la transformation agroalimentaire ou pétrochimique. Le responsable, tout comme son compatriote, a appelé, cependant, les opérateurs de son pays à « ne pas sous-estimer le niveau de bureaucratie et les difficultés à trouver des partenaires locaux ». Il leur recommande de se tourner vers l'AHK et de solliciter l'Association arabo-euro-méditerranéenne, co-organisatrice de l'événement.

Pour sa part, le 2e vice-président de la Caci, Mohamed Zerrouki, a rappelé la mise en fonction, en juillet 2017, du mégaprojet de l'usine de montage de véhicules Sovac à Sid Khettab, dans la wilaya de Relizane. Le responsable au sein de la Caci a entre autres formulé le souhait de voir émerger des unités de sous-traitance automobile autour de ce mégaprojet pour atteindre « une intégration algérienne beaucoup plus conséquente ». Mohamed Zerrouki a souligné l'intérêt d'établir des connexions économiques solides avec la première puissance économique européenne et la 4e au niveau mondial, rappelant l'évolution positive qui a vu le nombre d'entreprises allemandes établies en Algérie passer de 95, en 2005, à 200 en 2016.

Des chiffres qui appellent deux constats, selon l'intervenant. « Ce nombre reste insuffisant au vu des capacités des deux pays. J'appelle les opérateurs nationaux et allemands à accroître ce chiffre pour consolider les liens noués», a-t-il insisté.

Le deuxième constat étant, selon Mohamed Zerrouki, que la loi 51/49 « n'est pas un frein aux IDE», arguant que le volume des investissements n'avait pas cessé d'augmenter depuis l'entrée en vigueur de cette loi.

Pour rappel, les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Allemagne totalisent à peine 3,07 milliards de dollars avec plus de 3 milliards de dollars d'importations algériennes et près de 64 millions de dollars seulement d'exportations, soit un déficit commercial de 2,94 milliards de dollars.

[Partager](#)[J'aime 0](#)[Tweeter](#)[G+ Partager](#)[Pin it](#)